ASSEMBLÉE NATIONALE

26 octobre 2015

PLF POUR 2016 - (N° 3096)

Non soutenu

AMENDEMENT

N° II-CF85

présenté par

M. de Mazières, Mme Nachury, M. Straumann, M. Mariani, Mme Zimmermann, M. Guillet, M. Le Fur, M. Abad, M. Sermier, Mme Genevard et M. Hetzel

ARTICLE 61**Mission « Relations avec les collectivités territoriales »**

Après l'alinéa 6, insérer les deux alinéas suivants :

« Le cinquième alinéa est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation, le potentiel fiscal agrégé des ensembles intercommunaux constitués d'une communauté d'agglomération issue de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle ou, issue de la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale dont l'un au moins était un syndicat d'agglomération nouvelle ou était issu de la transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle, et de ses communes membres, est pondéré par le rapport entre les bases brutes par habitant de cotisation foncière des entreprises des communautés d'agglomération et la somme des bases brutes par habitant de cotisation foncière des entreprises des syndicats d'agglomération nouvelle et de ceux d'entre eux qui se sont transformés en communauté d'agglomération ou sont intégrés à une communauté d'agglomération à la suite d'une fusion, sous réserve que ce rapport soit inférieur à 1. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Certaines communautés d'agglomération, héritières de syndicats d'agglomération nouvelle, bénéficient d'une minoration de potentiel fiscal. Ce dispositif évite une contribution excessive au regard du potentiel fiscal par habitant et des lourdes dettes contractées par ces collectivités pour réaliser des équipements publics.

Suite à l'application des dispositions prévues par la loi MAPTAM, certaines communautés d'agglomération vont fusionner et, de fait, vont perdre ce dispositif de pondération, entraînant une dégradation financière.

Cette situation va inévitablement avoir des répercussions sur les politiques d'aménagement des territoires, sur les constructions de logements, sur le développement économique et les transports.

Aussi, cet amendement vise à maintenir le dispositif de minoration de potentiel financier pour les territoires antérieurement administrés par un syndicat d'agglomération nouvelle.